

LITTORAL BASQUE - ATALAIA - EUSKAL ITSABAZTERRA

Asporotsttipi, Maison de la Corniche Basque
Route de la Corniche
64700 HENDAYE
SIREN 381 899 780

**Rapport du commissaire aux comptes
sur les comptes annuels**

Exercice clos au 31 décembre 2025

BAYONNE

Immeuble Igo Aldea
3, Chemin de la Marouette
64100 BAYONNE
Tél : 05 59 52 36 36

UHART-CIZE

Route D'Arneguy
64220 UHART-CIZE
Tél : 05 59 37 24 05

S.A.S. au capital de 100 000 €

R.C.S. Bayonne N° 801 288 564

N° intracom. : FR64 801 288 564

Société d'expertise comptable et de commissariat aux comptes, inscrite au tableau de l'Ordre
de la région Nouvelle Aquitaine, membre de la compagnie régionale de Grande Aquitaine

acomexpertise.com

Aux membres de l'association LITTORAL BASQUE - ATALAIA - EUSKAL ITSABAZTERRA,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association LITTORAL BASQUE - ATALAIA - EUSKAL ITSABAZTERRA relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant exposé dans la note « Règles et méthodes comptables » de l'annexe qui expose le changement de méthode comptable relatif aux conséquences de l'application des règlements n°2022-06 du 4 novembre 2022 et n°2023-03 du 7 juillet 2023 de l'Autorité des Normes Comptables.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes, qui,

selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

La note « suivi des fonds dédiés » de l'annexe aux comptes annuels qui expose les règles et méthodes comptables relatives au traitement des subventions d'exploitation et des fonds dédiés. Dans le cadre de notre appréciation des règles et méthodes comptables suivies par votre association, nous avons contrôlé la conformité des options prises, la cohérence des hypothèses retenues, revu les calculs effectués et nous nous sommes assurés qu'une information appropriée était donnée en annexe.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport moral et financier du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Bayonne, le 9 avril 2026

Le commissaire aux comptes
CAP AVENIR CONSEIL, représenté par
Pierre ARANGOITS

Pierre Arangoits

Le Commissaire aux Comptes

BILAN ACTIF

31/12/2025

	Valeur au 31/12/2025			% de l'actif	Valeur au 31/12/2024	% de l'actif
	brute	amort. & dépréc.	nette			
Frais d'établissement						
Immobilisations incorporelles						0.02
Frais de développement						
Donations temporaires d'usufruit						
Concessions, brevets, licences,	8 601	8 601			149	
Autres immobilisations incorporelles						
Immob. incorp. en cours, av. acptes						
Immobilisations corporelles				1.85		1.70
Terrains						
Constructions						
Inst. techniques, matériel et outillages ...	24 298	23 482	816		2 409	
Autres immobilisations corporelles	59 207	49 098	10 109		9 235	
Immob. corp. en cours, av. acptes						
Biens reçus legs /donat. dest. être cédés						
Immobilisations financières				0.01		
Participations						
Créances rattachées à des particip.						
Autres titres immobilisés						
Prêts						
Autres immobilisations financières	30		30		30	
TOTAL DE L'ACTIF IMMOBILISÉ (I)	92 136	81 182	10 954	1.86	11 823	1.73
Stocks et en-cours	8 509		8 509	1.44	7 191	1.05
Créances				45.66		49.89
Créances Clients, usagers et cptes ratt.	39 651		39 651		51 475	
Créances reçues par legs ou donations						
Autres créances	229 248		229 248		289 747	
Charges constatées d'avance						
Valeurs mobilières de placement						
Instr. financiers à terme, jetons détenus						
Disponibilités	300 554		300 554	51.04	323 674	47.33
TOTAL DE L'ACTIF CIRCULANT (II)	577 961		577 961	98.14	672 087	98.27
Frais d'émission des emprunts (III)						
Primes de remboursement emprunts (IV)						
Écarts de conversion diff. éval. - Actif (V)						
TOTAL GÉNÉRAL DE L'ACTIF (I + II + III + IV + V)	670 098	81 182	588 916	100	683 910	100

BILAN PASSIF

31/12/2025

	Valeur au 31/12/2025	% du passif	Valeur au 31/12/2024	% du passif
Fonds propres sans droit de reprise				
Fonds propres statutaires				
Fonds propres complémentaires				
Fonds propres avec droit de reprise				
Fonds propres statutaires				
Fonds propres complémentaires				
Ecarts de réévaluation				
Réserves				
Réserves statutaires ou contractuelles				
Réserves pour projet de l'entité				
Autres réserves				
Report à nouveau	459 747	78.07	445 776	65.18
Excédent ou déficit de l'exercice	2 698	0.46	13 971	2.04
Situation nette (sous-total)	462 445	78.52	459 747	67.22
Fonds propres consommables				
Subventions d'investissement			2 014	0.29
Provisions réglementées				
TOTAL DES FONDS PROPRES (I)	462 445	78.52	461 761	67.52
Fonds reportés liés aux legs ou donations				
Fonds dédiés	21 576	3.66	54 006	7.90
TOTAL DES FONDS REPORTÉS ET DÉDIÉS (II)	21 576	3.66	54 006	7.90
Provisions pour risques				
Provisions pour charges	33 894	5.76	31 102	4.55
TOTAL DES PROVISIONS (III)	33 894	5.76	31 102	4.55
Emprunts obligataires et assimilés				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit				
Emprunts et dettes financières diverses				
Instruments financiers à terme				
Dettes Fournisseurs et comptes rattachés	41 771	7.09	45 940	6.72
Dettes des legs ou donations				
Dettes fiscales et sociales	20 461	3.47	15 928	2.33
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes				
Produits constatés d'avance	8 769	1.49	75 173	10.99
TOTAL DES DETTES (IV)	71 001	12.06	137 041	20.04
Ecarts de conversion et différences d'évaluation - Passif (V)				
TOTAL GÉNÉRAL DU PASSIF (I + II + III + IV + V)	588 916	100	683 910	100

COMPTE DE RÉSULTAT

31/12/2025

	Valeur au 31/12/2025	Valeur au 31/12/2024	Variation	
			en valeur	en %
Produits d'exploitation				
Cotisations	4 835	6 435	-1 600	-24.86
Ventes de biens et services				
Ventes de biens	20 414	21 020	-606	-2.88
<i>dont ventes de dons en nature</i>				
Ventes de prestations de services	94 858	96 586	-1 728	-1.79
<i>dont parrainages</i>				
Produits de tiers financeurs				
Concours publics et subventions d'exploitation	422 351	449 641	-27 290	-6.07
Versements des fondateurs ou cons. dotation consommable				
Ressources liées à la générosité du public				
Dons manuels				
Mécénats				
Legs, donations et assurances-vie				
Contributions financières				
Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions		20 125	-20 125	-100.00
Produits des cessions d'immobilisations incorp. et corp.				
Utilisations des fonds dédiés	54 006	17 549	36 457	207.75
Autres produits	7 897	6 602	1 295	19.62
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION (I)	604 361	617 959	-13 597	-2.20
Charges d'exploitation				
Achats de marchandises	12 967	11 065	1 903	17.20
Variation de stocks	-1 318	1 549	-2 867	-185.09
Autres achats et charges externes	197 276	140 621	56 655	40.29
Aides financières	4 875	1 500	3 375	225.00
Impôts, taxes et versements assimilés	6 940	5 753	1 187	20.64
Salaires	263 087	287 230	-24 143	-8.41
Cotisations sociales	79 425	76 042	3 383	4.45
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	6 450	6 796	-346	-5.10
Dotations aux provisions	2 792		2 792	
Valeur comptable des immob. incorp. et corp. cédées				
Report des fonds dédiés	21 576	73 499	-51 923	-70.64
Autres charges	9 522	2 504	7 018	280.33
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION (II)	603 591	606 559	-2 967	-0.49
1-RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	770	11 400	-10 630	-93.24

COMPTE DE RÉSULTAT

31/12/2025

	Valeur au 31/12/2025	Valeur au 31/12/2024	Variation	
			en valeur	en %
Produits financiers				
De participation				
D'autres valeurs mobilière et créances actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés	1 928	2 571	-643	-25.02
Reprises sur dépréciations et provisions				
Différences positives de change				
Produits de cessions d'immobilisations financières				
Produits nets sur cessions de VMP, d'instruments de trésor.				
TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS (III)	1 928	2 571	-643	-25.02
Charges financières				
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions				
Intérêts et charges assimilées				
Différences négatives de change				
Valeur comptable des immobilisations financières cédées				
Charges nettes sur cessions de VMP, d'instruments de trésor.				
TOTAL DES CHARGES FINANCIÈRES (IV)				
2-RÉSULTAT FINANCIER (III-IV)	1 928	2 571	-643	-25.02
3-RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV)	2 698	13 971	-11 273	-80.69
Produits exceptionnels (V)				
Charges exceptionnelles (VI)				
4-RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)				
Participation des salariés aux résultats (VII)				
Impôts sur les bénéfices (VIII)				
TOTAL DES PRODUITS (I+III+V)	606 289	620 529	-14 240	-2.29
TOTAL DES CHARGES (II+IV+VI+VII+VIII)	603 591	606 559	-2 967	-0.49
EXCÉDENT OU DÉFICIT	2 698	13 971	-11 273	-80.69
Contributions volontaires en nature				
Dons en nature	14 873	18 620	-3 747	-20.12
Prestations en nature				
Bénévolat				
TOTAL DES CONTRIB. VOLONTAIRES EN NATURE	14 873	18 620	-3 747	-20.12
Charges des contributions volontaires en nature				
Secours en nature				
Mises à disposition gratuite de biens				
Prestations en nature				
Personnel bénévole	14 873	18 620	-3 747	-20.12
TOTAL CHARGES DES CONTRIB. VOLONTAIRES EN NAT.	14 873	18 620	-3 747	-20.12
TOTAL	2 698	13 971	-11 273	-80.69

PRÉSENTATION DE L'ENTITÉ

31/12/2025

L'objet social de l'entité est :

L'association CPIE Littoral basque défend les valeurs de solidarité, de respect des différences culturelles et linguistiques, de l'autonomie, de la responsabilité citoyenne en participant activement, au bien-être social et au développement durable de notre territoire.

Les moyens mis en œuvre sont :

L'effectif à la clôture de l'exercice est de 10

Autres informations :

Les honoraires de CAC s'élèvent à 3460 TTC

FAITS CARACTÉRISTIQUES DE L'EXERCICE

Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat clos le 31/12/2025 est de 588 915.67 Euros. Le compte de résultat de l'exercice dégage un bénéfice de 2 697.82 Euros.

Par ailleurs, nous apportons le complément d'informations suivant :

Changement de politique à la mairie concernant la prise en charge du salaire du directeur :

A partir de 09/23, salaire déclaré par association avec subvention supplémentaire de la mairie pour neutraliser le coût.

RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : comparabilité et continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

INTRODUCTION

Les comptes annuels au 31/12/2025 ont été établis conformément aux règles comptables françaises suivant les prescriptions du règlement n° 2022-06 du 4 novembre 2022, modifiant le règlement n° 2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général.

L'application du règlement de l'ANC 2022-06 sur la modernisations des états financiers, entraîne un changement de méthode comptable.

Les principales modifications ayant une incidence sur la présentation des états financiers sont les suivantes :

1. Nouvelle définition du résultat exceptionnel :
 - o Plus-ou moins-values de cession des actifs immobilisés : Le résultat de cession (ou de mise au rebut) des actifs immobilisés précédemment comptabilisé dans le résultat exceptionnel sous les comptes 775x et 675x, doit désormais être inscrit en résultat d'exploitation sous les comptes 757x et 657x (ou 767x et 667x selon les cas).
 - o Seuls les conséquences des événements ayant le caractère exceptionnel pourront être comptabilisées en produits ou charges exceptionnelles.
2. Suppression des comptes de transferts de charges :
 - o Cette suppression a pour effet une réaffectation des charges et produits. Les impacts se traduisent par une diminution des charges (notamment celles liées au personnel), entraînant une augmentation des ressources d'exploitation. Les principaux impacts se présentent comme suit :

S'agissant de la présentation du bilan et du compte de résultat, les principaux changements concernent :

- o Les frais d'établissement qui ne sont plus compris dans les immobilisations incorporelles mais constituent une ligne propre à l'actif ;
- o Les charges constatées d'avance qui sont intégrées dans les créances ;
- o La partie relative aux opérations exceptionnelles du compte de résultat qui se limite désormais à 2 lignes (charges et produits exceptionnels).

Ces changements, dictés par l'évolution réglementaire, visent à une meilleure transparence et à une présentation plus cohérente des performances d'exploitation des entreprises. Les ajustements nécessaires ont été effectués dans la préparation des états financiers afin de respecter les nouvelles prescriptions du règlement ANC n° 2022-06.

Pour ce qui concerne l'association, le principal impact de l'application de ce nouveau règlement est le suivant :

- o Comptabilisation en diminution des charges d'exploitation des remboursements de charges de personnel pour un montant de 21 673 euros,

Pour l'application du règlement relatif à la comptabilisation, l'évaluation, l'amortissement et la dépréciation des actifs, l'entité a choisi la méthode prospective.

IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Traitement des amortissements des biens non décomposables

La période d'amortissement à retenir pour les biens non décomposables (mesure de simplification pour les PME) est fondée sur la durée d'usage.

Traitement des amortissements pour dépréciation

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire.

STOCKS

Traitement de l'exclusion du coût de la sous-activité et des intérêts dans la valorisation des stocks

Les produits fabriqués sont valorisés au coût de production comprenant les consommations et les charges directes et indirectes de production, les amortissements des biens concourant à la production. Le coût de la sous-activité est exclu de la valeur des stocks.

Dans la valorisation des stocks, les intérêts sont toujours exclus.

CRÉANCES - DETTES

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

SUBVENTIONS

Traitement des subventions

Les subventions sont comptabilisées en produits.

PROVISIONS RÉGLEMENTÉES

Traitement des amortissements

Les provisions réglementées correspondent à la différence entre les amortissements fiscaux et les amortissements pour dépréciation calculés suivant le mode linéaire.

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES

Informations concernant la comptabilisation des contributions volontaires

Conformément à l'article 211-2 du règlement ANC n°2018-06, les contributions volontaires en nature sont valorisées et comptabilisées dans des comptes de classe 8. En effet les conditions posées par cet article sont réunies, à savoir :

- La nature et l'importance des contributions volontaires en nature sont des éléments essentiels à la compréhension de l'activité de l'association LITTORAL BASQUE.
- L'association LITTORAL BASQUE est en mesure de recenser et de valoriser les contributions volontaires en nature.

ETAT DES IMMOBILISATIONS

31/12/2025

TABEAU DES IMMOBILISATIONS

	V. brute des immobs début d' exercice	Augmentation	
		suite à rééval.	acquisition
Immobilisations incorporelles			
Autres immobilisations incorporelles	8 601.22		
TOTAL	8 601.22		
Immobilisations corporelles			
Installations techniques, matériel et outillages industriels	24 297.95		
Matériel de transport	13 617.76		
Matériel de bureau, informatique & mobilier	40 008.25		5 581.14
TOTAL	77 923.96		5 581.14
Immobilisations financières			
Prêts et autres immobilisations financières	30.00		
TOTAL	30.00		
TOTAL GENERAL	86 555.18		5 581.14

	Diminution		Valeur brute des immobs fin ex.	Réévaluation légal/Valeur d'origine
	par virt poste	par cession		
Immobilisations incorporelles				
Autres immobilisations incorporelles			8 601.22	
TOTAL			8 601.22	
Immobilisations corporelles				
Inst. techniques, matériel et outillages indust.			24 297.95	
Matériel de transport			13 617.76	
Matériel de bureau, informatique & mobilier			45 589.39	
TOTAL			83 505.10	
Immobilisations financières				
Prêts et autres immobilisations financières			30.00	
TOTAL			30.00	
TOTAL GENERAL			92 136.32	

ETAT DES AMORTISSEMENTS

31/12/2025

TABLEAU DES AMORTISSEMENTS

	Durée util., taux d'amort., fourchette	Mode d'amort.	Amort. cumulés début exercice	Dotation de l'exercice	Diminution de l'exercice	Amort. cumulés fin exercice
Immobilisations incorporelles						
Autres immobs incorporelles			8 452.49	148.73		8 601.22
TOTAL			8 452.49	148.73		8 601.22
Immobilisations corporelles						
Inst. tech., mat. et out. industriels	2 À 4 ANS	LINEAIRE	21 889.17	1 593.27		23 482.44
Matériel de transport	3 ANS	LINEAIRE	6 247.89	2 384.75		8 632.64
Matériel de bureau, informatique	2 À 4 ANS	LINEAIRE	38 142.65	2 323.13		40 465.78
TOTAL			66 279.71	6 301.15		72 580.86
TOTAL GENERAL			74 732.20	6 449.88		81 182.08

ETAT DES CRÉANCES

31/12/2025

ÉTAT DES CRÉANCES À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE

	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'un an
Actif immobilisé			
Autres immobilisations financières	30.00		30.00
Actif circulant			
Autres créances clients	39 650.82	39 650.82	
Divers	224 269.50	224 269.50	
Débiteurs divers	4 978.40	4 978.40	
TOTAL	268 928.72	268 898.72	30.00

COMPTES DE RÉGULARISATION ACTIF

31/12/2025

PRODUITS À RECEVOIR

	Montant
Créances clients et comptes rattachés	26 487.24
Autres créances	224 269.50
TOTAL	250 756.74

TABLEAU DE VARIATION DES FONDS PROPRES 31/12/2025

	Solde à l'ouverture de l'exercice	Affectation	Augmentation	Diminution	Solde à la fin de l'exercice
Report à nouveau	445 776.05	13 970.87			459 746.92
Excédent ou déficit de l'exercice	13 970.87	-13 970.87	2 697.82		2 697.82
Subventions d'investissement	2 014.22			2 014.22	
TOTAL	461 761.14		2 697.82	2 014.22	462 444.74



LITTORAL BASQUE

SUIVI DES FONDS DÉDIÉS

31/12/2025

TABLEAU DE SUIVI DES SUBVENTIONS D'EXPLOITATION

Les comptes annuels des associations et fondations doivent être établis conformément au plan comptable général, sous réserve des adaptations rendues nécessaires par leur spécificités.
L'une des principales adaptations concerne les fonds dédiés qui sont les rubriques du passif qui enregistrent, à la clôture de l'exercice, la partie des ressources, affectée par des tiers financeurs à des projets définis, qui n'a pu encore être utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard (règlement CRC 99-01, art 3)

	À l'ouverture de l'exercice montant global	Report	Utilisation		Transfert	À la clôture de l'exercice	
			montant global	dont remboursement		montant global	dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
ARS 24	1 992.00		1 992.00				
ARRISKUA PROJET	52 014.00		52 014.00				
CULTURE		11 786.00				11 786.00	
ARS 25		9 790.00				9 790.00	
TOTAL	54 006.00	21 576.00	54 006.00			21 576.00	



ETAT DES ÉCHÉANCES DES DETTES

31/12/2025

	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an et 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Fournisseurs et comptes rattachés	41 770.87	41 770.87		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	15 637.29	15 637.29		
Autres impôts et taxes assimilées	4 823.77	4 823.77		
Produits constatés d'avance	8 769.00	8 769.00		
TOTAL	71 000.93	71 000.93		

COMPTES DE RÉGULARISATION PASSIF

31/12/2025

PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE

Montant

CHARGES À PAYER

Montant

Dettes fournisseurs et comptes rattachés

5 721.00

TOTAL**5 721.00**